



« Un lien direct et essentiel entre l'affection déclarée et l'activité professionnelle »

décision CPAM du 30 mai 2005

Samedi 21 août de l'année dernière notre collègue Dominique Peutevynck mettait fin à ses jours .

Ce drame qui nous avait tous bouleversés prend aujourd'hui un retentissement nouveau : en effet la caisse primaire d'assurance maladie vient de reconnaître la prise en charge de la maladie qui a conduit Dominique au suicide, au titre de la législation relative aux risques professionnels. En clair cela signifie que son suicide est reconnu en tant que maladie professionnelle.

Le 24 août 2004 notre syndicat publiait un tract dans lequel nous disions qu'il « *serait pour le moins osé de laisser croire que le travail n'a rien à voir* ».

La CPAM déclare aujourd'hui « **qu'on peut retenir un lien direct et essentiel avec l'affection déclarée et l'activité professionnelle** » et que « **les facteurs extra-professionnels signalés dans ce dossier peuvent être considérés dans ce cadre comme consécutifs à la dégradation du contexte professionnel** ».

On ne saurait être plus clair !

Ainsi il est reconnu que la souffrance psychique en lien avec le travail et les pathologies qui en découlent peuvent être des maladies professionnelles. Il s'agit là d'une première à EDF.

Et pourtant..... ce n'est pas faute d'avoir alerté les directions : Rappelons-nous les multiples alertes formulées par la médecine du travail ainsi que par le CHSCT !

Cette décision éclaire également d'un jour nouveau toutes les tentatives des directions de

trouver des « explications » ailleurs lorsqu'un tel drame se produit. Elle montre qu'à minima se poser la question du lien avec le travail n'est pas saugrenue et que même parfois il en est la cause. Elle montre aussi que le travail influe directement sur les « facteurs extra-professionnels » et que s'arrêter à eux n'explique pas tout.

Nous ignorons à ce jour si la direction fera appel de cette décision ; au-delà des aspects juridiques un tel appel constituerait la persévérance dans la négation de ses responsabilités et dans l'injustice vis à vis de la famille qu'elle avait sans ménagement pointé du doigt. Cela constituerait également une première sur le site qui n'a jamais contesté la reconnaissance d'une maladie professionnelle.

Notons par ailleurs que la direction avait l'obligation d'informer le CHSCT de cette décision de la CPAM, ce qu'elle n'a pas fait, persévérant ainsi dans la maltraitance des dossiers comme celle des individus.

Il y a un mois, lors du CMP spécial médecine du travail, notre organisation syndicale, avec les médecins du travail formulaient une nouvelle alerte sociale sur l'extrême dégradation des situations dans certains services où la souffrance en lien avec le travail touchait des salariés dans des taux démesurés et jamais atteint, notamment la DOC, SUT-LM, RH, et SEG.

Il est urgent désormais que la direction prenne la mesure de cette situation et oriente ses politiques d'une autre façon.

Avoine le 20 juillet 2005

A

v
o
i
n
e

l
e

2
0

j
u
l
l
e
t

2
0
0
5